

TRY  
**BLACK HORSE**  
ALE  
100 Years of Brewing  
Experience behind it

**Le Monde  
Ouvrier**



**The Labour  
World**

DRINK  
**DOW'S ALE**  
Standard of Strength  
and Quality

Rédaction: 11, rue Saint-Paul Ouest

"INSTRUIRE ET AMELIORER"

Téléphone: LANCASTER 5361

## Qui veut la fin veut les moyens

La pension du vieil âge dans le Québec. — L'observance du repos dominical. — Le choix du ministre du Travail; pourquoi un ouvrier n'en sera pas le titulaire.

S'il faut en croire les déclarations qu'aurait faites l'hon. M. Taschereau, à une délégation de la Fédération des syndicats catholiques et nationaux, cette semaine, les pensions de vieillesse seront établies, sous peu dans le Québec, tous indistinctement devront observer la loi du repos dominical et un ministre du Travail serait nommé à brève échéance.

Ce sont de bonnes nouvelles qui feront plaisir à bien du monde, mais en particulier à la classe ouvrière. Les pensions de vieillesse s'imposent, il n'y a aucune bonne raison au monde pour que la population du Québec en soit privée tandis que celle des autres provinces en jouit depuis déjà plusieurs années. Faut-il croire que ceux qui s'y opposaient ont fini par désarmer ou qu'ils ont enfin réalisé qu'ils n'en souffriraient pas? C'est un secret de polichinelle que de dire que si le gouvernement hésitait à adopter cette mesure, ce n'était pas uniquement la question financière qui le retenait mais également cette opposition systématique d'un certain élément.

L'observance du repos dominical par tous est juste et légitime. Nous n'avons jamais pu comprendre pourquoi une certaine partie de la population en est exemptée, sous prétexte qu'elle observait (?) le samedi comme jour du Sabbat. Nous estimons que la loi doit s'appliquer à tous indistinctement. Il y a d'ailleurs eu des abus flagrants: dans certaines manufactures, le travail était arrêté le samedi mais on y travaillait le dimanche et on obligeait le personnel chrétien d'être à l'ouvrage ce jour-là; dans d'autres, on allait plus loin, on faisait travailler ceux qui ne professaient pas la religion juive le samedi et s'ils ne venaient pas le dimanche on les en punissait de toutes sortes de manières, soit en faisant terminer le travail commencé par d'autres qui en touchait toute la rétribution, en les faisant chômer sous le moindre prétexte ou en faisant la distribution du travail le plus payant le dimanche. Il y a plusieurs années que le Travail Organisé proteste contre cet état de choses, car, à moins de cas exceptionnels, il n'y a aucune raison pour que l'industrie fonctionne le dimanche. Il ne faudrait pas toutefois tomber d'un excès dans l'autre et se servir de la loi du repos dominical pour faire de Montréal un autre Toronto; par exemple, nous savons qu'il y en a qui voudraient faire fermer le dimanche les cinémas, les débits de tabac et même les petits magasins où l'on débite bonbons et crème à la glace. Ce serait, à notre point de vue, une manoeuvre maladroite. Sanctifions le Jour du Seigneur, nous en sommes, mais ne faisons pas renaitre dans une grande ville comme Montréal les lois puritaines des temps jadis.

Il reste la nomination d'un ministre du Travail. L'hon. M. Taschereau déclare que le choix est nécessairement restreint et que les ouvriers ne peuvent pas s'attendre à ce qu'un des leurs soit choisi comme le titulaire de ce ministère. Nous regrettons, peut-être plus que tout autre, la défaite de l'ex-ministre du Travail, notre ami Arcand, nous ne discuterons pas en détail les raisons de cette défaite, qu'il nous suffise de dire qu'il a eu affaire à une opposition bien organisée qui comptait nombre d'employeurs assujettis à un contrat collectif de travail, le mot d'ordre était qu'Arcand devait être battu coûte que coûte; on n'a rien ménagé pour y arriver et on y a réussi. Est-ce à dire que les ouvriers en soient punis? Nous ne le croyons pas. Il est logique que le titulaire du ministère du Travail soit un ouvrier — ou encore mieux un membre du Travail Organisé, — mais encore faut-il qu'on donne l'occasion aux ouvriers de pouvoir être candidats. Nous estimons qu'en pratique ils ne l'ont pas. Combien y a-t-il de dirigeants ouvriers reconnus comme tels qui ont l'argent ou l'influence voulue pour se faire choisir candidats par l'un ou l'autre des deux partis politiques — d'autant plus qu'en suivant la coutume établie et suivie lors des dernières élections le député sortant était reconnu comme le candidat officiel du parti? Comme il n'y avait que notre ami Arcand qui était dans ce cas, quelle chance avait un autre ouvrier d'être candidat? Il est évident qu'avec ce système le choix d'un titulaire pris dans les rangs ouvriers est très restreint, disons plutôt qu'il n'existe pas. Si les têtes dirigeantes des deux vieux partis politiques veulent avoir le choix d'un ministre du Travail, qu'ils fassent en sorte que les candidats dans les circonscriptions électorales ouvrières des grands centres soient des membres du Travail Organisé et non pas rien que des hommes de profession — des avocats ou des médecins. On invoquera le prétexte que les chefs des partis politiques n'ont pas le droit d'imposer leur choix aux électeurs. Fort bien, mais alors ils n'ont pas plus le droit de déclarer que le porte-drapeau officiel de leur parti sera le député-sortant. Il y a bien des manières de tuer un chat.

Nous croyons aussi qu'il est du pouvoir du gouvernement de choisir un ministre en dehors de la députation, soit en le prenant au Conseil législatif, soit en le choisissant en dehors de la députation. Parfois son propre bonheur consiste à édifier le bonheur des autres et qui veut peut.

Notre prochain ministre du Travail ne sera pas un ouvrier parce que pas un seul n'a été élu comme libéral aux dernières élections et aucun n'a été élu parce que, à part Arcand, aucun autre n'a eu la chance d'être candidat. C'est simple et irréfutable. Il y a des compétences reconnues dans les rangs des membres du Travail Organisé, des hommes de réelle valeur, quelle chance ont-ils jamais eue de faire leurs preuves sur le terrain politique? Aucune. En théorie, tous les citoyens sont égaux devant la loi; en pratique, c'est archi-faux.

Tout en reconnaissant qu'il est logique que ce soit un ouvrier qui préside aux destinées du ministère du Travail, ce n'est pas d'une absolue nécessité, l'essentiel, c'est que le titulaire soit au courant de la question sociale, qu'il soit en communion d'idées avec les revendications ouvrières et qu'il rencontre l'approbation du gouvernement dont il fait partie, car à quoi sert d'avoir un ouvrier dans le Cabinet provincial si les revendications qu'il préconise sont combattues et rejetées par ses collègues et s'il doit faire leur éducation au point de vue législation sociale. Il n'est pas mal de mettre les choses au point, de temps à autre, car qui veut la fin veut les moyens.

## Choses de Montréal

Un patriotisme de mauvais aloi règne à l'hôtel de ville. — Pendant que nos échevins se chamaillent, nos rues sont dans un état épouvantable. — Comment le peuple peut-il avoir confiance dans nos administrateurs?

"On a créé dernièrement un mouvement national. Le patriotisme est le refuge de bien des gens, je me méfie de ce genre de patriotisme." — Le maire CAMILLIEN HOUDE.

On admettra que ces paroles sont pleines de vérité, nous félicitons le maire de Montréal de les avoir dites, nous partageons entièrement son opinion et comme nous il y a des milliers de citoyens. Quand on veut amener la foule on agite le drapeau, on parle de notre mission providentielle, de l'héritage national et grandiose que nous ont légué nos ancêtres; cela sert à cacher bien des turpitudes, à faire échec à toute idée de progrès, à se donner un certificat de bonne vie et de bonne conduite, cela prend presque toujours avec la masse mais généralement les bonshommes qui usent de cette corde ne durent pas longtemps, ils retournent à l'ombre d'où ils n'auraient jamais dû sortir. Cela se passe dans tous les domaines. Ainsi, quand on veut diminuer le prestige du Travail Organisé on clame à tue-tête qu'il est international, que ceux qui en font partie envoient leur argent aux Etats-Unis, qu'ils se font conduire par les Américains, etc., etc. On vante sa marchandise en prétendant qu'elle est strictement nationale, qu'on est capable de mener nos affaires nous-mêmes sans avoir recours à des étrangers...

Le spectacle que nous donne notre conseil de ville actuellement — ou tout au moins quelques-uns de nos échevins — repose sur ce chauvinisme de mauvais aloi, il pue l'esprit de clocher à plein nez. On agite le spectre de l'ingérence de la Législature de Québec dans nos affaires municipales pour donner le change et jeter un voile sur l'inefficacité de notre système administratif et sur l'inhabilité de ceux qui en ont charge. On discute le budget non pas en hommes d'affaires mais dans le but de se faire réélire aux prochaines élections, les injures pleuvent dru, on s'accuse mutuellement de tous les forfaits, les meilleures intentions sont dénaturées, les moindres erreurs sont grossies à dessein, on dirait vraiment, à les entendre, que notre conseil de ville est composé de bandits; rien n'est plus faux pourtant et plus loin de la vérité. Comme nous l'avons déjà dit, ce ne sont pas tant les hommes qui sont mauvais comme notre système. Alors pourquoi s'injurier comme de vulgaires charretiers, pourquoi s'efforcer à faire perdre au peuple le respect et la confiance qu'il doit avoir pour nos hommes publics? Ne croyez-vous pas que cette comédie a assez duré et qu'il est grandement temps d'y mettre un terme avant qu'elle ne tourne en tragédie?

Il n'est pas, que nous sachions, venu à l'idée de personne de transformer le conseil de ville en concours de beauté. Que le physique de nos pères conscrits laisse à désirer, c'est fort possible, mais il n'est pas nécessaire qu'ils soient des Apollon pour être de bons administrateurs. L'un peut fort bien aller sans l'autre. Ce que les citoyens réclament, c'est du travail effectif et non pas des bouffonneries de cirque. Nos rues sans dans un état épouvantable, les piétons se font éclabousser, les autos et voitures de livraison peuvent circuler à grand peine, ils subissent des dommages considérables; en dehors des grandes artères où circule le tramway, c'est impassable. On sait pourtant à l'hôtel de ville qu'avec la fonte des neiges, la même situation se répète tous les ans; on se fie sur la pluie et le soleil pour faire le travail qui incombe au département de la voirie, mais rien ne se fait, on invoque toujours le même prétexte: "il n'y a pas d'argent, le budget est épuisé". Pourquoi ne pas y avoir vu d'avance? Il nous semble qu'on pourrait tout au moins faire creuser les canaux d'égoût afin de permettre à l'eau de s'écouler. Pourtant si tous les automobilistes et les compagnies de transport qui ont subi des dommages à leurs voitures poursuivaient la ville, ceux-ci se monteraient à une somme bien plus considérable que n'aurait coûté l'enlèvement de la glace et de la neige qui encombrant nos voies publiques — et pour lequel les contribuables sont taxés.

S'il y avait une élection municipale demain, bien rares seraient les échevins qui se feraient réélire tellement l'indignation populaire est à son comble. Heureusement que le peuple oublie vite; de plus, il est tellement habitué "à se faire emplir" qu'une fois de plus ou de moins ne tire pas à conséquence. En attendant, nous avons des milliers de chômeurs qui touchent des secours direct à ne rien faire; au lieu de leur mettre entre les mains piques et pelles et de les faire nettoyer nos rues, au moins ceux qui paient les taxes en auraient pour leur argent et nous ne perdriions pas la réputation de la ville de Montréal.

De grâce, messieurs les échevins, cessez vos querelles puérides et mettez-vous résolument à la besogne! Est-ce trop vous demander?

SOCIUS.

### LA SEMAINE DE 40 HEURES

Après les élections de l'an dernier, la Nouvelle-Zélande est dotée maintenant d'un gouvernement travailliste. Les ouvriers détiennent 52 sièges sur 80; les partis gouvernementaux sont tombés de 47 à 20 sièges. Le nouveau gouvernement, ayant à sa tête le camarade Michel Savage, un syndicaliste de longue date, vient d'instaurer la semaine de 40 heures dans les entreprises et services publics. Le gouvernement aurait l'intention d'étendre la réforme à l'ensemble du pays.

Depuis plus d'un siècle que les unions ouvrières ont le contrat collectif, que vont-elles faire avec l'extension juridique?

### LE CONTRAT COLLECTIF DANS L'IMPRIMERIE

Après plus de deux ans de négociations, une entente collective de travail a été signée par les patrons et les employés de l'industrie de l'imprimerie commerciale à Montréal. L'Union Typographique Jacques-Cartier, la seule qui n'avait pas apposé sa signature au contrat, vient de donner son assentiment à l'entente. Cependant, on nous informe qu'il y aura encore des objections de la part des journaux hebdomadaires et des imprimeurs de campagne.

Espérons, toutefois, que maintenant que l'accord est réalisé, cette entente entre en vigueur au plus tôt, pour le bénéfice de tous les intéressés.



## Le contrat collectif dans la chaussure

L'Union internationale des Travailleurs en chaussures, local 249, avait l'honneur de recevoir la visite de M. Louis Coderre, secrétaire du comité paritaire de l'industrie de la chaussure, vendredi dernier, en son local, 1331, rue Sainte-Catherine Est.

L'assistance qui était très nombreuse a écouté attentivement les explications qu'a données M. Coderre, du bon fonctionnement de ce comité, lequel est chargé de diriger la loi de l'extension juridique des ententes collectives de travail, qui existe présentement dans cette industrie.

Dans sa causerie, M. Coderre s'efforça de démontrer tous les avantages que les travailleurs en chaussures en retireraient, s'ils voulaient bien accorder une franche coopération à cette loi. En réponse à une question posée, au sujet des contrats individuels, il fut répondu que le taux de salaire établi par un contrat individuel entre l'union et des manufacturiers, antérieurement au contrat collectif actuel, avait la préséance; si, au cas où un manufacturier désirerait discontinuer la teneur de ce contrat, le patron devra en avertir les employés, pour que le contrat soit révoqué. En ce qui concerne le contrat juridique actuel, aucun manufacturier n'a le droit d'en changer les prix, tant qu'il restera en vigueur. Discutant ensuite les avantages qu'un manufacturier peut obtenir en payant un prix de fabrication assez élevé, l'orateur dit qu'il en résulte toujours pour lui un gain plus raisonnable. Il est prouvé que le manufacturier est en mesure de faire plus d'argent en payant \$1 de l'heure, pour le coût de fabrication, parce qu'il en reçoit un meilleur prix pour sa marchandise, que celui qui ne paie que 40 cents de l'heure.

M. Coderre a démontré par des statistiques que les tailleurs de cuir, en 1929, recevaient 50 cents de l'heure, 50 cents en

1934, et 46 cents en 1935. Les travailleurs sur machines recevaient 68 cents de l'heure en 1929, 58 cents en 1935, ainsi que les couseurs de semelles, 60 cents en 1929, et 50 cents en 1935.

Sur proposition de MM. Chas. McKercher et Lionel Thibault, un vote de remerciements a été adopté à l'adresse de M. Louis Coderre, pour les renseignements utiles qu'il a donnés aux ouvriers de l'Union internationale des Travailleurs en chaussures, concernant le contrat collectif de l'industrie de la chaussure.

M. Albert Roy, agent d'affaires des ouvriers en fourrures, présent à l'assemblée, adressa brièvement la parole sur les bienfaits de la loi Arcand de l'extension juridique des ententes collectives de travail. Il fit allusion au contrat que les travailleurs en fourrures venaient de signer avec 107 patrons, et qui garantit une paix dans l'industrie pour deux ans. Il invite les ouvriers cordonniers à prêter leur concours à l'Union des ouvriers en fourrures, en assistant à un bal, qui aura lieu le 19 mars, à la salle Auditorium, rue Ontario Ouest.

Après avoir entendu le chroniqueur ouvrier du *Monde Ouvrier*, M. Ben. Drolet, sur la nécessité pour tous les ouvriers de donner leur appui au seul journal ouvrier bilingue, *Le Monde Ouvrier*, en devenant un lecteur assidu comme abonné, l'assemblée décide que l'exécutif soit chargé de prendre une annonce dans le journal, dans la colonne des unions ouvrières.

En réponse à une lettre du Conseil des Métiers et du Travail, relative au projet de ce Conseil, contre l'attitude du Comité exécutif de la cité, concernant le renvoi d'employés civils, sous prétexte d'ingérence politique, à la dernière période électorale provinciale, l'Union a endossé à l'unanimité cette requête, et la protestation a été envoyée au Conseil de ville de Montréal.

### NOTES DE VOYAGE

#### DE PARIS A LONDRES

Monsieur le Rédacteur,  
*Le Monde Ouvrier*.

Le beau soir. — Par un beau soir d'été, je me rendis à la grande gare Saint-Lazare à Paris, prendre un train local à destination de Dieppe. Il est précisément 10 heures du soir, lorsque je prends place dans un compartiment de l'une de ces voitures de chemin de fer de l'Etat. Ce voyage ne nous offrira peut-être rien de bien intéressant, vu que nous avons à faire le trajet de nuit. Je me trouvais donc bien seul dans ce compartiment, regardant une carte routière de France, quand vinrent s'installer près de moi deux dames, l'une très âgée, aux cheveux blancs, aux manières très distinguées, hautaine et très gênante; l'autre était jeune et très jolie, il me semblait parfois la voir sourire, et causer entre elles à mi-voix. Je crus un moment comprendre, dans leur conversation, que la plus jeune allait à Londres et que la plus vieille devait nous quitter à quelques kilomètres de Paris. En effet, à peine quelques minutes après notre départ de la gare Saint-Lazare, nous arrivons à une autre gare, puis la vieille dame de nous quitter, en nous souhaitant bon voyage; pour une fois encore, j'ai de la veine, d'avoir à me rendre plus familier à l'égard d'une gentille petite Parisienne. Ce qu'elle me dit, son petit nom est Marcelle X., elle demeure à Paris, rue Saint-Antoine, près de la Bastille. Elle paraissait dans la dix-huitième année. Je me pressais donc près d'elle, pour admirer les détails de sa beauté si élégante, sa bouche était petite et vermeille, ses dents me paraissaient des perles, ses beaux bras charmant, ses cheveux blonds étaient naturellement bouclés, ses yeux bleus, doux et vifs à la fois, sa physionomie candide et spirituelle, indolente et fière, son teint d'une incomparable fraîcheur me fit oublier pour un moment que j'avais plus de deux fois vingt ans. Puis, impossible de résister à un charme aussi puissant, où j'ai laissé un peu de mon cœur, au sein de ma nouvelle patrie d'adoption. Il va sans dire que nous avons causé longuement de la France, voire même du Canada et autres pays. Marcelle possède une merveilleuse instruction, aussi bien renseignée sur l'histoire des différents pays: sa causerie est des plus agréables et intéressantes; tout cela est bien de nature à laisser entrevoir le côté le plus agréable de ce petit voyage.

Enfin, nous arrivons à Dieppe, au beau milieu de la nuit. Cette petite ville naturellement paisible est un port de mer, où nous devons prendre le bateau à vapeur pour nous rendre à Newhaven, Angleterre. Nous descendons du train à la gare maritime de la ville; Marcelle semblait guider mes pas dans un pays étranger. Sur le navire, nous prenons place sur le pont. La

nuit est l'une des plus belles, la lune brillant comme un soleil, le ciel était étoilé, pur et sans nuages, la mer est calme et notre navire file à pleine vitesse sous l'effort de ses puissantes machines.

Nous nous attardâmes rêveusement dans la solitude et le silence, en écoutant le murmure des flots glissant aux flancs du navire, mystérieusement irisé d'étoiles et d'écume argentée. Nous arrivons maintenant en Grande-Bretagne. Un officier vient nous demander de quelle nationalité nous étions. Marcelle dit qu'elle était Française. Moi, je dis que j'étais un petit Canadien errant dans des pays étrangers. "Il n'y a pas à plaisanter", me dit-il sévèrement. "Etes-vous sujet britannique?" Je lui répondis fièrement: "Bien, monsieur, puisque je viens de vous affirmer que je suis Canadien, je suis certainement sujet britannique". "C'est très bien", me dit-il.

Nous arrivons maintenant à Newhaven, Angleterre. Debout sur le pont du navire, scrutant l'horizon, nous apercevons au loin la ligne du rivage et le port, puis la ville elle-même, et déjà nous nous préparons avec plaisir à quitter le navire.

Newhaven, Angleterre. C'est une petite ville anglaise de 12,000 habitants environ, qui doit son importance à son port de mer. Le train correspond avec le bateau et remonte la vallée. Déjà, je m'aperçois que, pour voyager en Angleterre, une connaissance de la langue anglaise est indispensable. A environ 10 kilomètres de Newhaven, nous arrivons à la ville de Loives, capitale du comté de Sussex, puis nous viennent ensuite les villages de Cookbridge, Plumpton, Haywards, Heath, où l'on rejoint la ligne de Brighton à Londres.

A suivre, s. v. p.

J.-C. ARCAND, publiciste.

### LA MORTALITE DANS LES CLASSES INDUSTRIELLES

La mortalité en Canada dans les classes industrielles, a été quelque peu plus élevée en 1935 qu'en 1934. Tout de même, disent les statisticiens de la Metropolitan Life, le taux de mortalité en 1935 n'a été que de 6.4 par 1,000, soit 2.6 pour cent plus élevé que celui de 1934. Il est donc évident que l'état de la santé publique au Canada a été excellent l'année dernière.

Dans toutes les causes de décès, une augmentation plus ou moins sensible du taux de la mortalité a été constatée, excepté dans le cas de la fièvre typhoïde, de la coqueluche, de la tuberculose, de la syphilis, de la maladie de cœur, de l'entérite et des accidents d'automobiles.

Le taux de mortalité causée par l'entérite a diminué de 19.6 pour cent; celui de la tuberculose de 6.0 pour cent, et celui de la maladie de cœur de 5.3 pour cent. Le taux de mortalité causée par des accidents d'automobiles a décliné de 18.6 pour cent.

*Cette Réelle*  
**Savoir de Hollande**  
40 ONCES,  
**\$2.65**

**GIN** 26 ONCES, FLACON PLAT, \$1.90 85¢

*de* **KUYPER**

Distillé et embouteillé au Canada sous la surveillance directe de JOHN de KUYPER & SON, Distillateurs, Rotterdam, Hollande — Maison fondée en 1695. 149F

**EN VENTE AU CANADA DEPUIS PLUS DE 100 ANS**

## LABOR DIRECTORY

**MONTREAL TRADES AND LABOR COUNCIL.**—Meets every 1st and 3rd Thursday of each month at the Mount Royal Hotel. President, G. R. Brunet, 7 Craig Street East; Corresponding Secretary, Jos. Pelletier, 7 Craig Street East.

**ALLIED PRINTING TRADES COUNCIL.**—To promote the interests of the Allied Union Label (which can be had in either the French or English language). The following organizations comprise Council: Typographical Union No. 176; Jacques-Cartier Typographical Union No. 145; Printing Pressmen and Assistants' Union, No. 52; Bookbinders' Union, No. 91; Photo Engravers' Union, No. 9; Stereotypers and Electrotypes' Union, No. 33; Amalgamated Lithographers of America, No. 27. President, Joseph Pelletier; Vice-President, Walter Forrest; Recorder, A. F. Ricard; Secretary-Treasurer, James Phillip, Room 12, 408 St. James Street West. Executive: M. Pike; J. A. Ricard, John Moore, Auditors: A. Quéry, H. Petit, J. Kelly. Telephone: MARquette 7489. Council meets Second Tuesday of each month at 7 Craig Street East.

**UNION TYPOGRAPHIQUE JACQUES-CARTIER** No 145. — Assemblée le 1er samedi du mois, à la salle de l'Union de Commerce, 1079, rue Berri. Président, J.-W. Blaquière, 7117a, rue Christophe-Colomb, téléphone: CR. 3860; secrétaire-trésorier, Henri Richard, 3477, rue Cartier, téléphone: AMherst 7034.

**UNION INTERNATIONALE DES BARBIERS COIFFEURS D'AMERIQUE**, Local 455, de Montréal. — S'assemble tous les 2e et 4e lundis de chaque mois, au No 1182, boulevard Saint-Laurent, Monument National, salle No 15. Président, H. Lacombe; secrétaire-archiviste, L.-D. Bélanger; secrétaire-trésorier et agent d'affaires, A. Roy, 254, rue Sainte-Catherine Est.

**FRATERNITE DES WAGONNIERS DE CHEMINS DE FER D'AMERIQUE**, LOGE SAINT-MARIE No 234. — Assemblées régulières les 1er et 3e vendredis de chaque mois, dans la salle de l'Assistance Publique, rue Laguchetière Est. Président, L.-A. Beaudry, 1828, rue Désery; vice-président, H. Massé, 3870, rue Mentana; secrétaire-archiviste et correspondant, C. Miron, 5181, 7e Avenue, Rosemont; secrétaire-financier, R.-B. Lamarche, 4505, Delorimier, chambre 7; secrétaire-trésorier, A. Bertrand, 2345, Aylwin; gûldes: R. Deniger et A. Asselin; sentinelle, I. Côté; maître de cérémonies, Jos. Dufault; gardien, H. Joly. Comité local de protection: L.-A. Beaudry, président, tél. FRontenac 5594; Geo. Gauthier, secrétaire, 5468, 12e Avenue, Rosemont, tél. CLairval 1314V; C. Miron, tél. AM. 5223; H.-J. Limoges, 1464, Desjardins, tél. CLairval 7555; H. Vaillancourt, 2494, Rouen, tél. FRontenac 5560; R. Provost, 2089, Préfontaine, tél. FRontenac 1523.

**CHARPENTIERS - MENUISIERS**, Union locale No 1558, Maisonneuve. — Assemblée tous les vendredis à 8 heures du soir, au No 1031, rue Letourneau (Temple des Buffalo). Président: J.-A. Chamberland, 1826, rue Saint-Germain; Vice-Président: Aram Houle, 4596, rue Lafontaine; Secrétaire-Archiviste: Charles Thibault, 2431, boulevard Pie IX; Secrétaire-Financier: J.E. Delisle, 5233, rue Bordeaux; Secrétaire-Trésorier: J.-W. Corbell, 2350, rue Lacordaire; Conducteur: Joseph Cournoyer, 2530, rue Chambly; Gardien: H. Léger, 2427, rue Bourbonnière.

**FRATERNITE DES PEINTRES-DECORATEURS ET TAPISSIERS D'AMERIQUE**, Local 349. — Assemblées tous les lundis, au No 1331, rue Sainte-Catherine Est. Président, Arthur Renaud, 560, Congrégation; Vice-président, W. Martel, 1816, Cartier; Secrétaire-correspondant, Albert Renaud, 396, Congrégation; Secrétaire-financier, L.-P. Boisselle, 4651, Delorimier; Trésorier, R. Ferland, 2127, Hogan; Conducteur, Jos. Girard, 8145, Saint-André; Gardien, H. Sylvain, 1434B, Visitation; Auditeurs: Arthur Boismenu, 4621, Colonial, E. Desève, 6631, St-Dominique, Jos. Chartrand, 4326.

**UNION INTERNATIONALE DES TAILLEURS DE PIERRE DE MONTREAL.** — Assemblées tous les 2e et 4e lundis de chaque mois, à 8 heures du soir, à la salle des Cordonniers, 1331, rue Sainte-Catherine Est. Président, A. Laurin, 7370, rue Drolet; secrétaire-correspondant, J.-L. Longpré, 2440, rue Sainte-Catherine Est.

Ironie des mots, la prochaine guerre nous viendra du Pacifique. — *L'Evénement*.

\* \* \*

Il y a de l'élégie dans l'oignon cru. — *Le Journal de Waterloo*.

**FRATERNITE UNIE DES CHARPENTIERS - MENUISIERS D'AMERIQUE**, Local 134. — Président, F. Doucet, 1909, rue Cartier; vice-président, H. Trotter, 2214, rue Panet, tél. FRontenac 1668; secrétaire-archiviste, Pierre Lefèvre, 5491, 12e Avenue, Rosemont; secrétaire-financier, Edouard Larose, 1278, rue Beaubien, tél. DOLLard 3288; secrétaire-trésorier, Ernest Tisdelle, 1310, rue Gifford. Le Local s'assemble tous les lundis soir, au Monument National, chambre 11.

**TYPOGRAPHICAL UNION No. 176.** — Meets first Saturday of each month at Union Rooms, 408 St. James St. W. William Skanes, President, 5630 Waverley Street; James Phillip, Secretary-Treasurer, Room 12, 408 St. James Street West. Business hours: 9 a.m. to 5 p.m., Saturday, 9 a.m. to 1 p.m. Telephone: MARquette 7489.

**CONSEIL DE DISTRICT DES CHARPENTIERS - MENUISIERS D'AMERIQUE.** — Président, F. Larose; vice-président, E. Boucher; trésorier, E. Lanthier; secrétaire, Pierre Lefèvre; agents d'affaires: J. Shears et G. Houle. Les assemblées sont tenues tous les mercredis soirs à 8 heures, au Monument National, chambre 14, tél. LANcaster 5754.

**UNION DES RELIEURS**, Local 91. — Assemblée tous les 1er et 3e mercredis de chaque mois, à la salle de l'union, 7, rue Craig Est, à 8 heures du soir. Président, J.-A. Julien; secrétaire-financier et agent d'affaires, Jos. Pelletier, 7, rue Craig Est, téléphone: LANcaster 2726.

**WOOD, WIRE & METAL LATHERS**, Local 315 of Montreal. — Meets every 2nd Wednesday at 1182 St. Lawrence Blvd. (Monument National), room 15. Frank Horan, Financial-Secretary, 3053 Park Avenue, Telephone: HARbour 1467.

**BOOT AND SHOE WORKERS' UNION**, No. 249. — S'assemble tous les vendredis du mois à 8 heures du soir, au No 1331, rue Sainte-Catherine Est. Président, O. Drolet; secrétaire-archiviste, N. Gervais; secrétaire-correspondant, A. Roy; comité exécutif: président, L. Thibault; secrétaire, N. Poirier; secrétaire-trésorier et agent d'affaires, Charles McKercher, 1331, rue Sainte-Catherine Est. Le Local s'assemble tous les vendredis et l'Exécutif tous les mercredis.

### THEATRICAL FEDERATION OF MONTREAL AND VICINITY

**AMERICAN FEDERATION OF MUSICIANS**, Local No. 406 — Telephone: PLateau 5209. Stewart Dunlop, President; Edward Charrette, Secretary. Office address: Room 11, Mount Royal Hotel. Meets First Monday each month, 10 A.M., Mount Royal Hotel.

**THEATRICAL STAGE EMPLOYEES LOCAL UNION No. 56.** — Meets 11.30 P.M. Every 1st Tuesday each month at the Mount Royal Hotel. P. J. Ryan, President; F. W. Cooper, Secretary. Office address: Room No. 4, 1245 McGill College Avenue. Telephone: LANcaster 2753. P. O. Box 336, Station "B."

**MOVING PICTURE PROJECTIONISTS LOCAL UNION No. 262.** — P. J. Ryan, President; E. Lamy, Secretary. Office address: Room 32, Bank of Montreal Bldg., 1200 University St. Telephone: PLateau 5562. Meets Second Wednesday of each month at 11.30 P.M. in the Mount Royal Hotel.

## BUREAU DE PLACEMENT PROVINCIAL

Sous le contrôle du Gouvernement de la Province de Québec

JOSEPH AINEY, Surintendant Général  
FRANCIS PAYETTE, Surintendant

Heures de bureau: 9 h. a.m. à 4 1/2 h. p.m.

HOMMES: 99, rue Saint-Jacques Est  
PLateau 6181 — Local 228

SECTION "COMMERCE ET BUREAU"  
95, rue Notre-Dame Est  
PLateau 6181 — Local 226

HOMMES: 6552, boulevard Saint-Laurent  
CRescent 4758

FEMMES: 1410, rue Stanley  
PLateau 8315 — 8317

FEMMES: 1560, rue Beaudry  
CHerrier 3148

FEMMES: 6552, boulevard Saint-Laurent  
DOLLard 1918

Nous plaçons gratuitement les hommes, femmes et jeunes gens. Nous offrons du travail aux Journaliers et Ouvriers appartenant à tous les corps de métiers: Dans les fabriques, les usines, les travaux de la construction ou de l'agriculture. Nous offrons des places dans les Hôtels, Restaurants, bonnes places pour domestiques, hommes et femmes. Ingénieurs, chauffeurs, débardeurs et terrassiers, commis et sténographes. Les propriétaires et les agents de chantiers sont tout spécialement invités à présenter leurs demandes au Bureau Provincial.

# La culture ouvrière

Par ANTOINETTE FUSS.

On a souvent coutume d'opposer aujourd'hui culture bourgeoise et culture prolétarienne.

Par la première, l'on entend les mœurs, les croyances et la morale créées par la bourgeoisie, ainsi que les œuvres d'art et de pensée issues de l'esprit bourgeois, asservies à ses goûts, et reflets fidèles de son genre de vie. Les productions de la culture bourgeoise témoigneraient de l'importance et du prestige de la richesse, d'un individualisme outrancier en même temps que d'un conformisme rigide à la mode, à toutes les valeurs acceptées.

Antithèse de la culture bourgeoise, la culture prolétarienne serait avant tout le reflet de la lutte des classes menée par le prolétariat et de ses aspirations vers un nouvel ordre social.

Ces deux conceptions correspondent-elles à la réalité? Sont-elles fécondes pour l'avenir de la société?

S'il est vrai que l'art et la pensée sont toujours soumis à l'influence de leur milieu social, il est pourtant certaines œuvres qui, par leur réalisme, leur profondeur, leur perfection brisent les cadres d'un groupe social ou d'un temps donné, et planent si haut au-dessus des conventions et des exigences de ce groupe que plus aucune étiquette ne peut leur être appliquée, sinon d'être des œuvres humaines.

Malgré le milieu factice et la situation privilégiée de ses personnages, les tragédies de Racine sont une œuvre essentiellement humaine.

Certes, la culture bourgeoise n'est pas un mythe. Certes, le prestige de la richesse a souvent créé une véritable déformation du goût, en faisant estimer la beauté et la désirabilité des choses par le prix qu'elles ont l'air de coûter. Certes, le culte de la vedette domine aujourd'hui le théâtre, le cinéma, le sport, la vie entière; et la littérature moderne de second ordre comme la production cinématographique banale propagent le goût du luxe clinquant, de la sentimentalité en série, de la fausse somptuosité. Il est vrai que la culture est aujourd'hui le monopole d'une minorité de privilégiés, savante érudition de cabinet, ou vernis superficiel de connaissances historiques et littéraires. Il est vrai qu'elle s'est détachée du monde réel et de travail, et que, de ce fait, ne plongeant plus ses racines dans l'expérience directe de la vie, elle est devenue comme une fleur artificielle, brillante, mais incapable de croître ou de fructifier.

Critiquons, comparons donc la culture bourgeoise jadis, tyrannique et décadente; conservons, au contraire, toutes les valeurs réellement humaines créées dans le passé.

La dénomination de culture prolétarienne ne semble, elle, ni favorable ni adéquate pour exprimer les nouvelles aspirations de culture qui se manifestent aujourd'hui. Le mot prolétarien symbolise une classe sociale opprimée, infériorisée, obligée de lutter heure par heure pour ses droits élémentaires et sa stricte subsistance. Une culture prolétarienne ne pourrait dépasser les bornes de la lutte, de la bataille, de la propagande. Cette culture serait, certes, originale à ses débuts, mais on y tomberait rapidement de l'asservissement aux valeurs bourgeoises à d'autres servitudes. La culture nouvelle ne peut être celle d'une classe infériorisée et dominée; elle doit être celle d'un groupe social ascendant, plein de forces créatrices, et large au point que ce qu'il construirait ne serait plus la culture d'une classe, mais une culture commune et accessible à tous, une véritable culture humaine.

Culture ouvrière, humanisme travailliste, a-t-on dit! Culture qui ne soit ni celle de l'aristocrate, ni celle du bourgeois, ni celle du prolétaire, mais celle de l'homme; et d'un homme qui ne revendiquerait sa noblesse ni de sa naissance, ni de ses biens, mais de son œuvre, d'un homme créateur et productif, d'un homme travailleur.

De cette culture ouvrière qui succède à la culture bourgeoise décadente, on en trouve déjà des germes aujourd'hui, et on peut y chercher quelles sont ses grandes caractéristiques, ses principales directives. La culture nouvelle implique tout d'abord une transformation des coutumes et de la moralité régnante. La culture bourgeoise, la culture bourgeoise capitaliste surtout, était fondée au premier chef sur la puissance de l'argent et le droit héréditaire aux privilèges matériels, dans la concurrence entre les individus et la soumission tacite des personnalités aux exigences des conventions et de la mode.

La culture ouvrière est basée, au contraire, sur une moralité nouvelle faite en même temps de respect de la personne et de solidarité entre les hommes; une moralité où l'individu sait tenir compte dans ses actes des intérêts de la communauté.

Les germes de cette culture nouvelle reposent, de façon empirique, dans les institutions créées par la classe ouvrière: institutions syndicales, coopératives, mutualistes. Par l'organisation syndicale, la classe ouvrière s'est créée, comme elle l'avait d'ailleurs déjà tenté dans le compagnonnage, des règles propres d'honneur et de morale. A leur base se trouve le sentiment de la solidarité, de la responsabilité et des obligations collectives. Le travailleur syndiqué s'engage librement à lier ses conditions de vie à celles de ses camarades. Il apprend à agir parfois contre ses intérêts immédiats et particuliers pour des intérêts plus généraux et lointains. Il prend conscience de sa dignité individuelle et de la dignité de son travail.

Un mode nouveau de vie commence aussi à être expérimenté, de façon plus systématique cette fois, par certains groupements ouvriers culturels, certains groupements éducatifs de jeunesse notamment. Ils cherchent, en effet, au cours de leurs réunions, de leurs excursions, de leurs camps, à développer l'esprit de solidarité et le sens social de leurs membres; ils propagent la solidarité et la franchise des mœurs, le non-conformisme aux valeurs et aux goûts reconnus.

D'autre part, dans le monde des idées, de plus en plus nombreux des hommes d'esprit social progressiste se révoltent à l'idée que les plus hautes valeurs de l'esprit et de l'art puissent être monopolisées par quelques individus seulement. Dans leur conception, la culture de l'esprit n'appartient plus à une minorité de privilégiés, mais à tous les hommes. L'art n'est plus détourné au profit de quelques-uns, mais imprègne la vie de tous; l'éducation tend avant tout au développement intégral et complet de la personnalité.

Des écrivains, des artistes révoltés contre l'ordre social existant et la culture traditionnelle se joignent aussi à la lutte et aux revendications de la classe ouvrière; c'est en elle qu'ils voient l'élément jeune et ascendant de la société, l'élément capable encore de progresser, et de créer des valeurs originales. Un accord social nouveau s'établit ainsi entre le penseur, l'artiste, le créateur individuel de culture, et la masse travailleuse.

Brisant le cadre restreint et artificiel où la culture traditionnelle s'était laissée peu à peu enfermer, la culture ouvrière se retrempe dans la vie et le travail.

L'épopée de l'usine n'est-elle pas également aujourd'hui sur le même plan que les grandes épopées antiques? La vie créatrice des machines, la force

# Le contrat collectif des ouvriers en fourrures en vigueur

Le comité conjoint des Unions des Travailleurs en fourrures réunissait ses membres à une assemblée générale, lundi dernier, à la salle du Café Saint-Jacques, 415, rue Sainte-Catherine Est. Le but de la réunion était de faire connaître aux membres que le contrat collectif de la fourrure avait été signé entre les parties contractantes, vendredi, le 6 mars, et mis en vigueur lundi, le 9 courant. Il est bon de relever, pour le bénéfice des ouvriers organisés, qu'une clause a été insérée, qui n'est actuellement dans aucun contrat collectif de travail. Cette clause importante est celle qui stipule la création d'un fonds de secours pour les membres de l'union qui ne travaillent pas, dans la saison morte de l'industrie. Les ouvriers et les patrons contri-

bueront 1 pour cent des salaires hebdomadaires, qui sera divisé comme suit: 40 pour cent ira à l'administration du comité par l'union. De cette manière, l'unioniste sera toujours assuré d'une rémunération qui l'aidera dans les temps de difficultés. De plus, en cas de différend qui pourrait surgir, les patrons et les ouvriers signataires ne devront accepter de l'ouvrage de l'atelier mis en cause.

L'union a décidé, par un vote unanime, d'augmenter les contributions de 25 à 35 cents par semaine; elle est aussi à mettre la dernière main à l'organisation d'un grand bal, qui aura lieu le 19 mars courant, à la salle Auditorium, rue Ontario Ouest, près Bleury.

## L'INSPECTION DES FREINS

A une assemblée spéciale tenue récemment, les membres du comité de la circulation de la Ligue de sécurité de la province de Québec ont résolu de faire les démarches nécessaires auprès du Directeur Fernand Dufresne, pour que des postes d'inspection des freins soient établis dans le plus bref délai possible.

Les directeurs de la ligue, qui ont à plusieurs reprises déjà demandé au directeur de la police de mettre ces postes en opération, ont pris cette décision parce qu'ils sont persuadés que la mise en vigueur immédiate du règlement rendant obligatoire l'inspection régulière des freins est indispensable à la sécurité de la route.

La ligue a établi un plan quinquennal de prévention des accidents, qu'elle met actuellement en marche, et le succès de cette campagne repose sur la coopération que tous y apporteront. Le règlement rendant obligatoire l'inspection des freins est une des mesures les plus propres à nous permettre de réaliser notre objectif, a déclaré M. Arthur Gaboury, secrétaire général de la ligue, mais il faut le mettre en vigueur sans tarder si l'on veut obtenir les résultats désirés. Les officiers de la circulation devraient aussi s'assurer du bon état des phares, du mécanisme de direction, et des pneus des véhicules automobiles, car ce sont là des facteurs indispensables à la sécurité des usagers de la route. Le secrétaire de la ligue se mettra en communications avec le département de police pour que ces mesures soient établies sans tarder.

## LES ABUS MODERNES

Notre régime capitaliste mérite de nombreux et durs reproches. Le Pape Pie XI disait, d'ailleurs, dans son Encyclique *Quadragesimo Anno*, qu'il n'est pas intrinsèquement mauvais, mais qu'il a été vicié. "Ce qui nous frappe, disait-il, ce n'est pas seulement la concentration des richesses, mais encore l'accumulation d'une énorme puissance, d'un pouvoir économique discrétionnaire, aux mains d'un petit nombre d'hommes qui d'ordinaire ne sont pas les propriétaires, mais de simples dépositaires et gérants du capital qu'ils administrent à leur gré."

Le Saint-Père explique ensuite que cette puissance se trouve surtout chez les maîtres de l'argent. Ce sont ces gens qui gouvernent le crédit, tiennent entre leurs mains la vie de l'organisme économique et ne laissent respirer que ceux de leur choix. Cette puissance est le fruit d'une concurrence effrénée.

Dans cette lutte, seuls les plus forts restent debout pour s'emparer ensuite du pouvoir politique qu'ils conduisent à leur guise.

Il nous suffit d'ouvrir les yeux pour voir ce que peuvent produire de tels abus.

Une petite poignée de gens possède tout et la masse n'a plus rien. Ces abus ont produit la crise dans laquelle nous nous débattons; ils ont vidé les campagnes et gonflé les villes; ils ont fait d'une trop grande partie du peuple des prolétaires; ils ont produit l'abondance en même temps que la misère. — (T. P.)

motrice de la vapeur, les mystères de l'électricité, les flammes et les fumées des fours incandescents peuvent engendrer chez ceux qui participent à leur activité, des productions littéraires, décoratives ou plastiques originales.

La culture ouvrière de l'avenir permettra à l'individu, tout en restant un travailleur habile, un producteur toujours plus qualifié, de dominer son métier, d'en découvrir le sens et la fonction; elle lui permettra de comprendre, de perfectionner sa machine, de lui appliquer constamment son esprit d'observation et son ingéniosité technique.

La culture ouvrière permettra aussi à chaque homme de s'évader quand il le désire de son travail et de ses soucis; elle permettra à chacun de jouir de l'héritage culturel légué par le passé et d'exprimer, d'extérioriser selon ses goûts, son expérience, sa personnalité, le sens esthétique et le besoin de beauté que tout homme porte en lui. — *Le Mouvement syndical belge.*

## LE ZÈLE DE M. FRANCO

Grâce aux bons offices de la Commission du salaire minimum des femmes, dont le président, M. Gustave Franco, est sans cesse en éveil, une bonne partie des femmes qui travaillent dans l'industrie de l'alimentation recevront désormais un salaire plus élevé.

Aux termes d'une ordonnance de la Commission, la rémunération de leur travail était ainsi arrêtée: à Montréal et dans un rayon de vingt milles, 21 sous l'heure pour 50 pour 100 d'entre elles et 15 sous pour le reste; ailleurs, 19 et 13 sous l'heure dans la même proportion.

Une nouvelle ordonnance, adoptée mardi, prescrit une modification avantageuse pour les employées de cette industrie; elle porte à 65 pour 100 le nombre des femmes qui doivent recevoir 21 et 19 sous de l'heure, suivant la région, et par là même baisse à 35 pour 100 la proportion de celles qui ne gagnent que 15 et 13 sous.

Cette mesure atteste après bien d'autres le zèle apporté par M. Franco et ses collègues à l'exercice de leurs fonctions, en même temps que la sollicitude de la Commission pour assurer dans les conditions présentes un salaire raisonnable au personnel féminin des maisons de commerce et des établissements industriels.

Un grand nombre de femmes ne cachent pas la reconnaissance qu'elles portent au gouvernement libéral de Québec pour avoir créé cet organisme qui leur assure avec des conditions de travail satisfaisantes la rémunération équitable de leur labeur, et les protège le cas échéant contre la cupidité de certains exploités. Le gouvernement a montré par là qu'il a à cœur le bien-être des ouvrières, comme d'autres organismes prouvent que sa sollicitude s'étend à toutes les classes de la province. Il est bon de le rappeler aux aveugles. — *Le Canada.*

## TROUBLES A TORONTO DANS LA FOURRURE

On nous a informé, aux bureaux de l'Union internationale des Travailleurs en fourrure, que M. Albert Roy, vice-président de cette union pour le Canada, avait été instamment appelé à Toronto, pour régler une difficulté surgie entre les ouvriers et l'Association des Manufacturiers en fourrure de cette ville.

La cause du litige, paraît-il, serait à propos du contrat collectif. On sait que le contrat des ouvriers de la province-soeur est sous l'empire de la loi industrielle ontarienne, loi équivalente à celle des conventions collectives du Québec.

On dit qu'il y avait eu une entente avec les manufacturiers ontariens, qu' aussitôt après l'adoption du contrat de Montréal, on observerait la clause stipulant la semaine de 40 heures, dans l'industrie. Les manufacturiers ne semblent pas vouloir tenir leur promesse, en refusant aujourd'hui de se conformer à ce règlement.

Become a salesman for Union-made goods. The commission will be added to your wages.

# Social Credit at Ottawa

By A. T. McFARLANE.

## An Interview with Mr. John Blackmore.

Curious as to the attitude to be adopted by the Social Credit party in Canada's Parliament, we walked up to the Hill at Ottawa to discuss the matter with their leader, Mr. John Horne Blackmore. We found him in Room 679 of the House of Commons, which consists of an outer room leading to a much smaller one.

We were cordially welcomed by Mr. Blackmore in the manner of the hospitable westerner. He was quite effusive and genial (excessively so we thought) and immediately ready to talk about his "great crusade" Social Credit.

The Social Credit leader is forty-six years of age, slight, rather under medium height. He has a limp, is dark, with the appearance of a practical man of mechanics rather than that of a student, although a graduate of Alberta University. He impresses one as religious and is dynamic in an affable way. Like his deskmate, Miss MacPhail, he is an ex-school teacher and a member of the Church of Latter Day Saints. He was born in Idaho of English parents, and has nine children. He seemed to be unaccustomed to meet the public, and appears imbued with an implicit belief that the Canadian Government is operated for the benefit of the masses and that his party will be able to influence legislation.

"What is to be the attitude of the Social Credit party in Parliament?" we commenced after introductions, and having been enthusiastically offered a chair. Instead of immediately acquainting us with some platform of the Social Credit party, Mr. Blackmore produced a pamphlet entitled "The Voice of the People" printed by the National Liberal Federation of Canada, a reprint of statements made by the Right Honourable Mackenzie King on the night of October 14th, 1935, parts being underlined in ink. Mr. Blackmore stated that his party would help strengthen the Government's hand to implement the promises made by Mr. King in this pamphlet, and help prevent any embarrassment in their adoption.

"There's a point that is more important than the Liberal Party is aware of," he stated indicating a passage which read:

"they (Canadians) wish to see concord replace discord, and co-operation replace dissension within our own borders; and that good-will and not ill-will should prevail between Canada and other countries."

"Increased purchasing power in the hands of the people was the solution to this. It would eliminate competition for foreign markets and, consequently, war," he declared. Mr. Blackmore seemed to contradict himself here when he stated that his party did not advocate the elimination of competition in private business for home markets which, to us, is a less spectacular but more deadly form of warfare.

Mr. Blackmore indicated another underlined passage of King's pamphlet: "unemployment is Canada's most urgent national problem."

He stated that his party is vitally interested in unemployment, but this would never be entirely abolished as machinery had largely replaced human labor. "Canada has abundance, so why should not all share it?" We pointed out to Mr. Blackmore that the abundance was the private property of a few individual owners who were holding it for a profit. But he did not wish to discuss this phase of the question. He stated Social Credit was not concerned with the private ownership of the wealth produced yesterday, but was only interested in the distribution of wealth to be produced to-morrow. "Repudiation and confiscation is not part of our programme," stated Mr. Blackmore, who then proceeded to illustrate the function of the money system and its failure:

"A man who owns a cow wishes to exchange it for wheat. The owner of the wheat doesn't want a cow so the cow-owner gives the wheat-owner a leather tag, exchangeable for the cow at some future time. The wheat-owner wants clothing, but the cloth-owner doesn't want wheat, so the wheat-owner hands him the leather tag which can be exchanged for the cow. You see," explained Mr. Blackmore, "that the one tag has completed three transactions. Therefore," he asked, "how many transactions might reasonably be made if tags were issued, one for each cow, one for several quantities of wheat and one for each of several quantities of cloth? And that is precisely what Social Credit proposes to do."

He seemed quite oblivious to the fact that he had just illustrated the velocity of money, something which Social Credit usually ignores, and that as one tag had been sufficient to complete three transactions, exactly what good purpose the issuing of even only two more tags would have accomplished in this instance was not made clear.

We pointed out to Mr. Blackmore that his illustration dealt with an age of primitive barter, but to-day capitalists built large industries, not for the purpose of exchanging goods at all, but to make a profit, and they did not care if the goods never sold unless there was a profit. In fact they destroyed goods rather than part with them to the public at a loss. This, of course, was a reiteration of the Marxian illustration of goods exchanged for money exchanged for goods, as opposed to the present capitalistic principle of money exchanged for goods exchanged for more money. Mr. Blackmore did not pursue this argument any further. He said his party was opposed to restriction of production for scarcity, and would increase internal trade by increasing purchasing power.

Once more we were referred to Mr. King's pamphlet:

"The electorate has declared that a responsible ministry, not organized finance and international money power, is to control in all matters of state."

"The people of Canada, not international finance, must control Canadian credit. Borrowing entails a slavish attitude of the government borrowing, so let the Government make the tags," said Mr. Blackmore.

He then said, "Banks are not responsible for the depression. They, also, are victims of it."

This rather surprised us, as Social Credit advocates have always assured us that banks create or curtail credit at their own whim and to suit their own

## Support of Labor Press Urged by Label Trades

The following resolution was approved by the Union Label Trades Department of the American Federation of Labor at its recent meeting:

"Whereas, the weekly labor newspapers and the monthly labor journals have gratuitously and generously given space in their columns for the promotion of the Union Label, Shop Card and Button, and

"Whereas, the existence of the labor press depends primarily upon the support of members of labor unions and their friends, therefore be it

"RESOLVED, that the Union Label Trades Department of the American Federation of Labor urge national and international officers of all labor unions to encourage the members thereof to subscribe for the local labor newspapers."

purpose by making money plentiful or scarce, thus causing booms and depressions.

A further extract underlined in Mr. King's pamphlet read:

"the rights of labour and consumers to have their voice heard and influence felt in the control of industrial policy."

"Labour and consumers have a right to be heard," commented Mr. Blackmore.

And underlined was:

"It is a verdict in favor of a more equitable distribution of wealth, with increasing regard to human need, to the furtherance of social justice, and to the promotion of the common good."

Asked exactly what he understood by "social justice," Mr. Blackmore thought that lack of money in people's hands as purchasing power was not social justice. Which interpretation seemed to us quite inadequate, to say the least. "We are behind the Government one hundred per cent to abolish poverty amid plenty," he said.

Mr. Blackmore here diverged to speak of the lack of freedom of press and of speech which he had apparently encountered during his slection campaign. "The number of men who have been discharged or otherwise penalized for their political opinions is simply disgraceful," he said.

"What would your party do about the dismissing of workers for reading labor papers?" we asked.

"We would oppose such a thing as much as any other group in the House," was the reply.

Here we took the opportunity of attempting to confirm what we suspected would be one of the first steps of a Social Credit party, i.e., to advocate the socialization of credit (Social Credit) of the country, at present controlled by privately owned banks, and we questioned Mr. Blackmore as to his attitude on the socialization of the Bank of Canada for instance. To our amazement the leader of Social Credit stated quite emphatically his party was against the socialization of the Bank of Canada, but did advocate Government control. We had it in our mind to remind Mr. Blackmore that the Government already controlled all banks but we still had a depression. As our time was limited we thought it better to desist.

Mr. Blackmore stated he had no quarrel with the C. C. F. group, and he would co-operate with them on matters of "social justice," but his party would not compromise their principles in the slightest. He claimed they would support to the fullest extent and influence, any measure, no matter by whom brought forward, which they believed to be in the interests of the common man, and will oppose with equal determination any measure, no matter by whom brought forward, which, in their opinion, is inimical to the interests of the common man.

"Tell labor," he continued, "that there is no group of men in Canada more interested in the struggle for the rights of the common man. We look upon our undertaking as a great crusade to be carried out with religious fervour. We shall not be carping in our dealings. Co-operation and not antagonism is our attitude, and it will not be the Social Credit party's fault if amiable relations with other groups is not established. This is a middle and working class movement."

So our interview terminated, coupled with a hearty handshake.

Mr. Blackmore was quite optimistic in his outlook even if quite weak in his economics. He had plenty of compassion but seemed lacking in comprehension. They say faith moves mountains but we doubt that Social Credit faith will even so much as shake this capitalistic mountain of depression.

It is to be sincerely hoped that Mr. Blackmore and his party can accomplish some good, but whether their doctrine works or not, we are thoroughly persuaded that the Social Credit party will become greatly disillusioned by the end of their first session at Ottawa.

### BIG-MONEY KEYNOTE

Voiced by numerous speakers, the keynote of the 3rd annual convention of the American Road Builders Association, held last month in Cleveland, was that highway and gasoline tax funds should be used for highway purposes only.

The speakers said that it was not a proper use of these funds to divert them to the hiring of welfare and social workers, to the relief of the unemployed, to the maintaining of schools and to other outside purposes.

It was proposed to organize a campaign for the spending of \$1,000,000,000 for highway work in 1936.

This would put more trucks and buses on the highways at the taxpayers' expense.

### UTILITY STRIKE WON

A lightning strike which completely tied up all light and power facilities in 80 Western Missouri towns won a decisive victory for the International Brotherhood of Electrical Workers last month.

The strike was called against the Missouri Public Service Company after it attempted to smash the union by firing its officers. When efforts to negotiate the dispute peacefully failed the strike was called.

The strike was ended when the company granted union recognition and reemployed the discharged workers.

The supreme purpose of Union Label buying is to increase the amount of the Union workers' payroll.

## Parliament from the Gallery

By GRACE MacINNIS.

The best part of a week has been devoted to a discussion of the Canada-United States trade agreement and the end is not yet. The Liberals and Conservatives are in their element when it comes to a discussion of trade. "Salvation!" cry the Liberals. "Down with the Tory policy of protection!" "Ruination!" lament the Conservatives. "Goods from the south will flood our home markets." The daily press has done more than justice to the age-old debate. One of the Social Credit members likened the old parties to jockeys who have been riding the hobby horses of high and low tariffs around a race-course — ever since 1867.

Voting for the agreement will probably be the Liberals, the C. C. F., the Social Credit group and the Hon. H. H. Stevens. Mr. Mitchell, the Social Credit spokesman, stated that his group was in favor of freer trade, but believed that that trade was to be found in Canada by means of increased purchasing power. Mr. Heaps spoke for the C. C. F. The agreement was a step in the right but, after all, tariffs had little to do with either causing or curing the economic situation. Mr. King had defined the depression as an absence of trade. Mr. Heaps preferred to regard it as a lack of food, clothing and shelter for the masses of the people. He pointed out that all capitalist countries, *whether their tariffs were high or low*, were suffering from the same economic malady.

Whether the channels of trade run east and west, as was the case with the Conservatives, or north and south, as will probably be the tendency under the new agreement, is of little interest to any save the big business groups.

\* \* \*

### Freeing Trade Channels — For Whom?

A horse of another color appeared to disturb the hobbyhorses on their well-worn course. A Liberal member, Mr. Johnston from Saskatchewan, introduced a resolution calling for an immediate inquiry into the high prices of farm implements, particularly the advance in prices for 1936. He was backed by seven other speakers, five of whom were Liberals.

The fact that the resolution was introduced by a private member of the Liberal party would seem significant. Had the Government been seized with the desire to protect the farmers, the resolution would doubtless have been placed before the House by a Cabinet Minister with the approval of the Government behind him. The fact that it came from a private member, coupled with the fact that only a few private members spoke to it, would seem to indicate that the western Liberals coming from farm areas had been unable to get the Government to face up to the big implement-manufacturing interests. The Minister of Agriculture amended the resolution by sending it to the regular standing committee rather than to a special commission for immediate inquiry.

Significant, too, was Mr. Johnston's statement that, while a Liberal government had in 1924 reduced the duties on farm implements and farm implement parts, the farmer had received only a slight reduction and nothing to correspond with the reductions in the tariff.

It seems that once again the great implement manufacturing companies are reaping the benefit from lowered tariffs. The Cockshutt Plow Company, the Massey-Harris Company and the International Harvester Company have this year made substantial increases in prices over those of 1934 and 1935. Mr. Tucker, Liberal member from Saskatchewan, gave figures which tell an interesting story, a tragic one for the farmer:

From 1928 to 1934 farm income shrank about 66%;

From 1929 to 1934 retail prices shrank about 20%;

From 1928 to 1934 the burden of farm debt increased by about 300%.

Result: what a Manitoba Liberal described as barnyards filled with junk and the farmers unable to replace the junk with new implements.

Perhaps you are a city dweller and don't take much interest in farm problems. Well, then, listen to this:

From 1913 to 1930 the average price of 9 Canadian farm implements increased by \$51.82.

Of that increase only about \$1.36 went into wages.

From 1913 to 1933 factory expenses increased from \$7.63 to \$26.42.

Who says farmers and city workers can't get together? Perhaps one might emphasize the necessity for such a course by quoting a few words from a Conservative member. It was during the trade agreement debate and the member referred to Mr. Dunning:

"Perhaps he (the Minister of Finance) wants to leave the Prime Minister in a position in which he can give a nod to the free traders of the west and a wink to the protectionists of the east, and leave his course ahead as uncertain as it has been behind him."

\* \* \*

### What About Sanctions?

The question of Canada's stand regarding sanctions was raised by Mr. Douglas, C. C. F. member from Saskatchewan and National Chairman of the C. C. Y. M. A young man himself and representing a large section of Canadian youth, Mr. Douglas urged that this country should help to make the League an effective peace instrument. Italy had been declared an aggressor nation. It was up to Canada to carry through "sincere and complete fulfillment" of her obligations, including the prohibition to Italy of raw and manufactured war materials. This, as a beginning in removing the underlying causes of war.

Canada's foreign relations — apart from those designed to secure more trade — do not greatly interest the House of Commons. One Conservative and the Prime Minister were the sole spokesmen for the old parties. Mr. Cahan, former Secretary of State, feared lest the League, whose function is to preserve peace, might, through the application of sanctions, become an instrument for precipitating war and that peace societies, through approving sanctions, might help to bring on the catastrophe. It is interesting to recall that recently in Great Britain members of the Labor Party who favored checking Italy were accused of being "war-mongers." Presumably those who favored allowing Italy to bring ruin and fascism in Ethiopia were in favor of peace.

Mr. King adjourned the debate, saying that he preferred to discuss the issues raised in the resolution when the League of Nations estimates come before the House.

An interesting feature of the debate was the point raised by Mr. Woodsworth, concerning a recent speech made by the Italian Consul in Montreal. Speaking in a country which is a member of the League, the Consul had

DEMANDEZ

LA BIÈRE  
POPULAIRE

ASK FOR

THE POPULAR  
BEER

MOLSON

Brassée à Montréal  
depuis

150 ANS

Brewed in Montreal  
since

150 YEARS

criticized the League's decision in outlawing Italy and expressed sorrow that Canada is carrying out the sanctions imposed by the League. The Prime Minister agreed that such a speech was highly improper and that such an incident must not be allowed to occur again.

\* \* \*

There is not much projected legislation in evidence. The members are wondering what the Government will put forward when the trade agreements are settled.

### "CAPITALISM AND THE CONSUMER"

(By M. J. Coldwell.)

Mr. Fred Henderson has made another notable contribution to current economic literature by writing a new book entitled "Capitalism and the Consumer."

It provides a much needed corrective to loose thinking regarding the functions of money and credit in relation to industry. Quite clearly and explicitly he shows that money and credit are a part of the property system; that money titles to goods cannot be issued effectively in any form unless such goods are controlled by the authority which issues the titles.

The book therefore deserves a wide reading and study by those particularly who have been subjected to such propaganda as that recently associated with the name of Mr. Aberhart of Alberta.

### BOOK CENSORSHIP

"This also should be said, that when a minister is considering the banning of books that advocate the use of force to change the social system he should also bear in mind the banning of books that advocate force to maintain the social system, and there are plenty of such books in circulation at the present time." — J. S. TAYLOR, Hansard, page 816.

### FROM "NEW COMMONWEALTH" Toronto, February 29, 1936.

The Financial Post, organ of big business opinion in Canada, reviewing the House of Commons session, picks out the C. C. F. group in the February 22 issue, for comment. It outshines all others in debating strength and general ability, says this paper. The paper believes, however, that the C. C. F. cannot make farmers and workers unite. The Reconstruction Party is in eclipse. There is no mention of Social Credit.

Of the C. C. F. the paper says: "In debating strength and general ability this handful of members outshines any other party.... Opening speeches by the C. C. F.'s indicate plainly that the party has made its choice and is now well on the way to be Canada's first outright socialist party."

Merchants would not carry foreign-made and unfair goods if they could not sell them.

\* \* \*

Political campaigns may come and go but the Union Label Drive goes on forever.

\* \* \*

A new broom sweeps clean, but a new Union-labeled broom sweeps cleaner.

## Building Trades Employees

OF MONTREAL and DISTRICT

CONSTRUCTION work in volume will soon start, requiring competent workers in all trades.

## Have You a Competency Certificate?

—Indispensable to insure getting the wage rate fixed by law.

Get under the protection of the Law — Phone

PL. 9616

for information as to HOW and WHERE to secure your certificate.

If you have not received legal rates of wages for overtime work, on some recent job,

LET US HANDLE YOUR CLAIM

BUILDING TRADES JOINT COMMITTEE  
520 New Birks Bldg. - MONTREAL

# The Improvement of St. Helen's Island

By DR. W. D. LIDTHALL.

The improvement of St. Helen's Island is a pressing necessity. The chief riches of our great metropolis are its children. To save and help these is our principal duty and should be the first consideration of every citizen. The children of the city have a birthright to every means of health and play, safety, surroundings of beauty, happiness and education. Montreal must supply them first of all (after food and shelter) with a complete and adequate system of playgrounds and parks. Heretofore this duty has been sadly shirked, except by a few generous individuals. The Civic Improvement League, which has accomplished so much for the people of this city, has now determined to undertake the task of making the Island what it can and should be in regard to the welfare and happiness of the children, nor does it forget their parents and grandparents, and the sick, the weary and underprivileged masses so much in need of it. The League sends out a clarion call for the support in this crusade, and all should rally to its appeal.

Let me, as one close to the movement, and long familiar with similar causes, and the originator of several parks and park systems, explain its present situation.

In St. Helen's Island we have a place of unique loveliness and fitness for a glorious park. Few cities of the world have its equal. Its woods and dells and situation looking out on the majestic St. Lawrence constitute it a veritable Paradise. But also it is uniquely placed for access from the most congested and needy quarters of a teeming and hardworking population. In addition it can be made a first-class tourist attraction and thus substantially stimulate our trade, and it has historic attractions of first-rate importance awaiting development.

The present suggestion is that the Dominion Government now come to the help of our laboring population by carrying out the proposed plan for development of the Island through a Special Commission, representing that Government, Labor and the citizens.

The principal features of the plan, which were designed by Frederick Todd, the eminent Landscape Architect, in consultation with all interests, were adopted by the City in 1931 and are as follows:

(1) The area of the Island is to be about doubled, and diversified, by including that flat island at its foot, named Isle Ronde, another small island at its head named Isle Verte, with extensive reefs easily reclaimable, also other reefs opposite on the south and east, so as to turn the present dangerous Rapids which skirt the shore into a beautiful lagoon fit for safe boating and bathing. The area of the improved Island will then be over 200 acres, including the lagoon.

(2) Communicating roads are to encircle and unite the whole.

(3) Large playfields will be laid out:—to wit, one of fifteen acres on Isle Ronde, after its incorporation with St. Helen's; another playfield of thirteen acres at the upper end of St. Helen's; a third, of six acres, in the middle section; and an ample children's playground near the lagoon; two bathing beaches along the latter; a tennis field adjoining; and a very perfect amphitheatre will be formed from the great dell in the centre; a most popular and attractive feature for concerts.

(4) All the groves and natural beauties will be carefully preserved.

(5) It has been lately discovered by the historical societies that the Island possesses an extraordinary wealth of historical interest in the old buildings and fortifications. These will all be preserved and identified, and will not only delight lovers of history, but will become a great attraction for tourists and should supply a good revenue, judging by what occurs in other such centres on this continent. Among them are: (a) the Block house of the War of 1812, and the highest peak of the island; (b) the earthworks and powder magazine of the French army under General Montcalm and Lévis in 1759-60, just previous to the capture of Montreal; (c) the foundations of the Manor of the Baroness Grant de Longueuil on an eminence on the south side, and the site of her garden; (d) the site of her ancient windmill on the side towards the City; (e) the British Garrison Cemetery, with monuments; (f) the massive Powder Mill of 1822; (g) the remains of a small palisaded picket and some stone constructions of the French period; (h) the immense and impressive buildings of the British Fortress and barracks, with fascinating military features and the main Powder Magazine, Fort Gate, Moat, and underground vaults.

The historical buildings would be protected and supervised with the advice of the Historical Societies of the Chateau de Ramezay and Société Historique, and a study of what is done elsewhere.

A complete series of historical tablets and inscriptions will be necessary for this aspect of the works. The largest building of the Fortress is of masonry about 800 feet long. It is heavily vaulted in stone on the whole ground floor, and is of fascinating interest for tourists. Part of it can be used as a Museum and offices; and entrance charged to non-residents should produce a good revenue; although the main object should be to please the tourist and thereby increase the trade of the city and province. At a fortified place in the United States not far distant, the revenue is over \$50,000 a year, which ought to be far exceeded here, with so many more attractions.

The earthwork fortifications of De Lévis and his army are another spot full of romantic interest. So are the Fort Gate, the Moat, the Fort's Powder Magazine; and in fact all the historic points are most picturesque and attractive. The blockhouse on the peak of the Island is a little gem.

The associations with Samuel de Champlain, his wife Hélène Boullé, and the Le Moine family lend other lustre to the place. Jacques Cartier was also on or near the Island and doubtless it was a camping place of the Hochelagas and later the Iroquois.

Yet, above all, the chief interest in these Island improvements must always be the health and welfare of the children and working population of the City itself. It is easy to imagine their delight and appreciation of the proposed beaches, playgrounds, lagoon and other features.

For the working population in particular the project is an absolute necessity at the present juncture. During the past three years they have suffered more than any other part of the people of Canada, except Southern Saskatchewan. The trade of Montreal, which is largely with the Western prairie farmers, was severely curtailed by the long drought of the past five years there. Then the holding back of the Prairies wheat crop by the Grain Board paralyzed the Port of Montreal grain trade. The two great Railways also suffered large losses from the same causes, of which the major part fell on Montreal. The ensuing poverty of the immense number of unemployed on relief brought similar ruin on many other trades and classes. Heavy taxation has followed. It will be at least a year before any substantial recovery can arrive. Those terrible results are a warning against interfering with the trade structure of a large city. The wise course is for the Dominion Government to undertake some quick measure of employment on reproductive works, in which labor will be the preponderant element. For this, the proposed improvements on St. Helen's on the above lines are the clearest and most satisfactory solution in sight. It could be made speedy, simple, and, with independent citizen Commission control, would bring great satisfaction in the right way. The full estimate is stated at about \$2,000,000. No other body but the Federal Government can undertake it, and since Montreal's need arises from Dominion causes, we respectfully plead for this grant on behalf of our neglected workmen and their children.

We appeal to the Boards of Trade and Chambres de Commerce, to all Service Clubs, Women's Societies, Labor Unions, child-lovers, churches, all the unemployed, all friends of the poor, all our citizens without regard to race or creed, wealth or poverty, to aid this urgent and reasonable petition for justice, employment and permanent public benefit.

The Union Label guarantees the highest standard of merchandise for your money.

\* \* \*

They say "money talks." Why not make it "speak" for the Union Label, Shop Card and Button?



## "I'm Your Watchman!"

"I'm a telephone, to be sure, and I'm an A-Number-One watchman at the same time.

I guard your home against emergencies—fire, sudden sickness, unwelcome prowlers—things that can happen in the best of regulated families.

Let's hope they don't happen to you! But, in case they do, it's always wise to be prepared.

I'll work for very little, too; only a few cents a day."

HAVE YOU A TELEPHONE IN YOUR HOME?  
Our local business office will gladly supply information.



## Collective Buying and the Family Budget

By I. M. ORNBURN, Secretary-Treasurer, Union Label Trades Department

Collective bargaining must be supplemented by collective buying if trade union members are really in earnest. Only through buying Union-made products and services can the members of organized labor make the influence of Trade Unionists powerfully and effectively felt. If Union buyers show only a passive interest in the Union Label of their brother craftsmen, then how can we expect non-Union buyers to purchase Union articles and services?

Let's place this business of buying under the Union Label, Shop Card and Button on a strictly scientific basis. When you plan your family budget for next month, why not list all articles and all services which every member of the family will, in all probability, buy in the next thirty days? Then, go over the list and ascertain which items bear the Union Label. If you cannot find merchandise bearing the Union Label, consult the Secretary of your local Union or Union Label League, and ask him to furnish the information. Make every effort to find out where you can obtain services and products of Trade Unionists. Then, PATRONIZE only those merchants and business places which recognize the Trade Mark of Trade Unionism—the Union Label.

Time and again, in the history of the organized labor movement, trade unions have doubled their membership by the use of the Union Label. Millions of unorganized workers are today enjoying the benefits of shorter hours and better wages, just because, in the past, Trade Unionists who were Union Label conscious fought for better conditions and bought Union-made products. We can continue this splendid job if all members of trade unions and the members of their families will keep alive their interest in this great cause of collective buying, which goes hand in hand with collective bargaining. The results depend entirely upon the interest taken by the individual Trade Unionist.

See that all the items in your family budget bear the Union Label. Your own pay envelope will increase in just the degree that you buy these Union-made products and services. Collective buying is

the only way to mobilize the purchasing power of the families and friends of Union workers. Let's go!

### THE FOUNDATION STONE

While frenzied oratory sings the ear drums every time the radio is on and hundreds of thousands are pinning future and aspirations on what they deem the prophetic utterances of spellbinders it may be the part of wisdom to pause and give the matter consideration.

Has it ever occurred to the army of radio listeners that, divorced from a few of the radical features of the newly devised and widely advertised "quick roads to riches," the old stony path blazed by the founders of organized labor is being followed in a general way?

Hasn't organized labor for nearly a century battled that it might secure a fair and equitable wage out of the millions it produces for employers? Haven't these efforts been at least partly resultful?

The first suggestion for shorter working hours came from no radio orator, living or dead. Organized labor is solely responsible for the movement.

Where did the first effort to abolish child labor in industry originate? In congress, in a medical laboratory or among the clergy?

Today where is the battle for emancipation of labor being fought? Over the radio?

And by whom? Radio orators with a "plan" or by organized labor with a mission?

And who is and has been paying the cost of the work accomplished and contemplated? Senators, clergymen or doctors? Neither. Organized labor—your contributions—and yours and yours—a meagre portion of the small dues paid by individual members of organized labor.

Speaking of dues, wouldn't it be interesting to know just what percentage of the followers of self-appointed leaders of the masses ever paid into a union treasury? Beyond doubt had all the hundreds of thousands now worshipping at the shrines erected by men known mainly through the spoken word been walking the trail of organized labor during all the years of its existence there would be no need of now crowding along a path of uncertainty and indecision.—*The Typographical Journal.*



FROM NEAR AND FAR

CONGRATULATES PRIME MINISTER ON FULFILLING HIS PROMISE

Montreal, March 10, 1936.

The Editor, *The Labor World*.

Sir: I certainly think the Prime Minister is deserving of warm congratulations for implementing the definite pledge he gave the electors, prior to the last election, that his party, if returned to power, would introduce a measure of a comprehensive kind, to deal with unemployment and relief.

During the years that he was in opposition, he persisted in a demand for a Commission to deal with the question of unemployment because of its urgency and being of national importance. Mr. Bennett just as persistently refused. He felt confident that he could deal with the matter of unemployment without calling to his aid outstanding citizens from all parts of the Dominion, ready to co-operate with the Government in suggesting or recommending ways and means whereby employment could be stimulated or provided, and a more effective supervision of the funds spent for relief.

Mr. King took a statesmanlike view of the problem. It again demonstrates the superiority of his conception in dealing with questions and problems of national importance, by an appeal to and enlisting the co-operation of the national or collective mind.

From what has already appeared in the press it must be evident that the Government, and particularly its Leader and the Minister of Labor, have given the measure a great deal of serious thought.

As the Prime Minister pointed out several weeks ago, it was decided to bring the Commission into being through a statute rather than an order-in-council. Parliament will thus be made aware of all that the Commission does and it again demonstrates Mr. King's determination that the will of the people shall govern. In other words, Parliament must have the final say in relation to not only measures to promote general well-being but the purpose for which all monies are spent.

The confidence which Mr. King inspired resulting in a majority without precedent, is the best assurance that he will do all that his authority permits, to hasten recovery, in order that the burden upon the taxpayers be materially decreased, and profitable employment found for those who hate the very thought of doles and prefer earning their livelihood "in the sweat of their face."

The Government has proceeded in a very methodical way to carry out the promises it made. It deserves to succeed, since the Prime Minister is demonstrating his sincerity in the early efforts made to come to the aid of his fellow citizens through such agencies as the Government and Parliament can provide.

The provision likewise made for a National Advisory Committee is one, that will enable organizations throughout the Dominion to in turn co-operate with the Commission in bringing to its attention matters, as well as making suggestions, that the Commission can thoroughly investigate and, if found suitable, recommend to the Government.

It was indeed a happy thought on the part of the Prime Minister to advocate the forming of a National Employment Commission and, coming into existence as it does at this time, it will carry with it the hopes and wishes of the population, both employed and unemployed, for its success in dealing with a situation, that is one calling for the utmost co-operation on the part of all who are interested in the welfare of their fellow citizens.

Yours truly,  
B. JONES.

\* \* \*

Sir: Social creditors are fond of saying: "What is physically possible is financially possible." Also they say: "It is financially possible to create something out of nothing — money out of the blue." Then is it physically possible to create something out of nothing?

It is a poor rule that won't work two ways.

Is it true the banks create credit as well as money out of the blue?

It is on my own credit I borrow. My credit rating depends on having an excess of assets over liabilities. The base of my credit is the goods I have in process of production, for which I have an order or a reasonable prospect of sale. My credit is founded on physical things. I create the credit on which I borrow. In granting me a loan the bank makes my credit liquid. I exchange my credit which is little known and of limited acceptance for the bank's credit which is well known and has a wide acceptance. I hand my note, my I. O. U. to the bank, and it opens a drawing or deposit account, giving me the privilege of using its widely known I. O. U.'s, promises to pay. My note based on goods in production becomes an asset of bank; the deposit account becomes a liability of.

But Social creditors speak of the deposit as if were an asset of the bank, instead of a liability. "What we want," says the Social creditors, is to "monetize production."

But that, in their own meaning of the word, is what the banks do. Their preferred loans are for production purposes. They are wary of making a loan to a retail merchant because if his credit is good he can borrow goods from the wholesaler. And they are equally wary of loans to the wholesaler because if his credit is good he can borrow goods from the producer.

C. M.

\* \* \*  
Montreal, March 9th, 1936.

*The Labor World*.

Dear Sir:

As one who appreciates some of the fine editorial as published from time to time in your columns, the undersigned desires to express the pleasure derived from the reading of "An Open Letter to the Leaders of Industry and Labor" as published in your issue of the 7th. inst., and for the amount of thought it created. Mr. Rose, the writer, is to be congratulated for the digestive mental food given in said article.

As we perused this latest effort of your honorary contributor, we could not help feeling that there exists a natural tendency to "pass the buck" or taking the line of least resistance in dealing with problems of the day. There is much that individuals and groups can accomplish. The article referred to does not suggest a base upon which to build a case for co-operative action.

The policy practised by so many people of paying no more than you have to, or can get away with, without considering the injustice or consequences of such an act, will only result in a form of retribution that many will live to regret. When we criticize governments, one should remember that, after all, governing bodies are in the main a reflection of the apathy or feeling of the people they represent. A virile citizenship would never tolerate for long half the abuses and corruption that exist today. As ye sow, so shall you reap, is a maxim that generally proves itself. On an average, we get out of this world just a return of what we put in or contribute to it, either in material things, happiness, or the mental satisfaction of having done what one believes to be the right thing.

We don't have to await the day of common ownership of means of production, distribution, and exchange, before decision is arrived at to do something. The organized workers right here have a form of ownership in the control of the labor end of their particular industry. They can accomplish what they desire most only when they make up their minds about it. However, only a comparatively small percentage of the workers take the interest in their own labor affairs as they should. They are content to leave it all to the leaders and officials.

Again thanking you for the privilege of receiving "The Labor World." Believe me,

Yours fraternally,

JOHN KELLY, President.  
Amalgamated Lithographers of America.  
Local 27.

LE MONDE OUVRIER  
*The Labor World*  
Rédigé en collaboration

Le porte-parole des ouvriers organisés de la province de Québec

The Bilingual Mouthpiece of the Province of Quebec Organized Workers



Member of the International Labor Press  
Membre de la Presse internationale Ouvrière d'Amérique

MARCEL FRANCO  
Secrétaire de la Rédaction  
Secretary, Editorial Department

Tél. Lancaster 3858

Salon de Fleurs St-Denis

1590, RUE SAINT-DENIS, (Edifice du Théâtre St-Denis)

Spécialités:  
BOUQUETS DE NOCES,  
TRIBUTS FLORAUX

Mme J. Z. PILON. Rés. Harbour 7901

The Canadian Converters  
Company, Limited

470 LAGAUCHETIERE ST. WEST

MONTREAL

A GREAT CANADIAN INDUSTRY



DOMINION TEXTILE CO.  
LIMITED

DOMINION BRIDGE CO.  
Limited

Head Office and Works at  
LACHINE, P. Q.

Branch Works:  
Amherst Ottawa Toronto  
Winnipeg Calgary Vancouver

A lesson from the depression—Be a Civil Servant—Postman, Customs Examiner, Clerk, Stenographer, etc. Free Booklet "How to get a Government Job." M.C.C. Civil Service School, Toronto (10)

Ottawa. — Canadian industrial production dropped from a peak index of 150 in January, 1929, to 62 in February, 1933. A slump of 88 points. In the first post war depression, industrial production dropped 34 points.

The rise from the lowest monthly index in 1920 to the highest in 1929 was nearly 100 points.

Since the lowest monthly volume in 1933, industrial production has risen about 40 points. But it is estimated that it should now be more than 50 per cent greater than it is to attain the so-called normal, assuming that normal takes account of both the long-term trend and a deviation therefrom appropriate to the present time phase of this business cycle as compared with the corresponding phase of the last cycle. This lag of 50 per cent shows the instability of the Canadian system.

\* \* \*

Ottawa. — The per capita consumption of sea fish in 1935 was less than in 1934. This is indicated by statistics showing that the pounds of fish moved by railways from both coasts to points in Canada in 1935 was a little less than in 1934. To provide for increase in population then should have been an increase of about 1.5 per cent. Other statistics indicate that the per capita consumption of meat and groceries in 1935 was less than in 1934. A sinking standard of living.

C. M.

The best way to squeeze out the chiselers is to tighten up on your Union Label buying.



Our Leading Amusement Places

Dans nos Théâtres

PALACE

The DIONNE Quintuplets  
"THE COUNTRY DOCTOR"

with JEAN HERSHOLT, JUNE LANG, DOROTHY PETERSON

CAPITOL

JESSIE MATTHEWS

"FIRST A GIRL"  
(THEN A BOY)

"ANOTHER FACE"  
with Wallace Ford, Phyllis Brooks, Brian Donlevy

PRINCESS THEATRE

PAUL MUNI in

"The Story of LOUIS PASTEUR"

Added Feature  
THE RETURN OF  
JIMMY VALENTINE  
10-1, 25c; 1-6, 35c. — Week Days  
Saturday & Sunday Aft.: 40c; 6-11, 50c.

Faites vos achats de  
MERCERIES et VETEMENTS

FASHION-CRAFT

chez LECHASSEUR, Limitée

974 ouest, rue Sainte-Catherine  
281 est, rue Sainte-Catherine  
375 ouest, rue Saint-Jacques

J. SYLVIO MATHIEU

SERVICE DE TOILETTE

Tabliers, Jaquettes, Gilets, Nappes, Napkins, Serviettes de barbiers, etc., et tout autre article à l'usage de la toilette.

LINGE DE FAMILLE A LA LIVRE

Buanderie: 1871, rue CARTIER  
Tél.: AMherst 8566

Résidence: 3851, rue Danduraat  
Tél.: CLairval 2230

The Windsor Hotel

ON DOMINION SQUARE  
MONTREAL

J. ALDERIC RAYMOND  
Vice-Président

Wires and Cables—Telephone Apparatus—Fire Alarm and Police Signalling Systems — Radio Transmitting and Receiving Equipment.

Made in Canada by

Northern Electric

Plant and General Offices  
MONTREAL, P. Q.

All Imperial products are manufactured in Canada by Canadian Workmen, at our six modern Refineries one of which is located at Montreal East.

IMPERIAL OIL LIMITED